

La France des douleurs

Le président de la République devrait joindre sa voix à celles qui réclament une reconnaissance des crimes commis par la France.



Les relations entre Alger et Paris risquent d'être à nouveau grippées. L'histoire pointe du nez pour rouvrir les plaies. La commémoration du 55e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954 est propice au renouvellement de certaines revendications. De hauts responsables de l'Etat sont montés au créneau pour exiger le devoir de mémoire de la France. Le président de l'Assemblée populaire nationale, Abdelaziz Ziari, le secrétaire général de l'instance exécutive du FLN, Abdelaziz Belkhadem et le ministre des Moudjahidine, Mohamed Chérif Abbas sont en effet, revenus à la charge. Lors d'une journée parlementaire organisée jeudi dernier sur le thème, «L'Algérie, lutte contre le colonialisme 1830-1954», les trois hommes ont pris la parole.

M.Abdelaziz Ziari a affirmé que le régime colonial français a voulu se disculper de ses crimes en dénaturant les faits à travers la loi du 23 février 2005 qualifiée de négationniste. M.Ziari a précisé que le régime colonial a voulu effacer de la mémoire ses crimes en dénaturant les faits à travers la loi du 23 février 2005 afin de se dérober de sa responsabilité à l'égard des crimes contre l'humanité. Le président de l'APN n'a pas omis de saluer les intellectuels français qui se sont

soulevés pour révéler la vérité historique. Il affirme que ces voix sont une source d'honneur et de fierté pour leur pays et reflètent la conscience vive de l'humanité tout entière. Le conférencier a rappelé que l'Algérie attend de la France une reconnaissance de son passé colonial et une reconnaissance officielle de ses crimes. Selon lui, l'Algérie a franchi un pas vers une réconciliation indispensable à laquelle aspirent les deux nations: algérienne et française. Il regrette néanmoins que certains milieux s'efforcent, dans la rive nord de la Méditerranée, à glorifier le passé colonial et à falsifier les faits.

Adoptant un ton ferme, il a dit que le régime colonial qui a privé les Algériens de leur droit à la vie, à la liberté et à la souveraineté ne peut être fier d'un quelconque rôle positif en Algérie. Il ajoute que sa mission consistait à mener une guerre d'extermination. Le ministre des Moudjahidine, Mohamed Chérif Abbas a réitéré, de son côté, son appel à la France officielle à s'excuser pour les crimes et massacres commis par la France coloniale à l'encontre du peuple algérien. Le ministre a mis l'accent sur la réécriture de l'histoire en affirmant que plusieurs zones d'ombre demeurent non élucidées dans l'histoire de la période coloniale en Algérie. «Même si beaucoup de travail a été réalisé dans l'écriture de l'histoire de l'Algérie, plusieurs zones d'ombre dans l'histoire de la période coloniale demeurent toutefois non élucidées», a affirmé M.Chérif Abbas lors de son intervention. Et de renchérir: «Il est du devoir des spécialistes, des historiens et des moudjahidine d'apporter leur contribution pour faire la lumière sur ces zones d'ombre de notre histoire afin de préserver la mémoire collective du peuple algérien». Le secrétaire général de l'instance exécutive du FLN, Abdelaziz Belkhadem, a estimé que l'exigence de l'Algérie de la reconnaissance par la France de ses crimes coloniaux est légitime, historique, morale et politique. S'exprimant en marge de la journée parlementaire, M.Belkhadem a insisté sur le fait que l'Algérie continuera d'exiger de la France la reconnaissance de ses crimes à l'endroit des Algériens durant la période coloniale. Se référant à l'événement du 55e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération, il affirme que les Algériens sont en droit d'exiger cette reconnaissance car «il s'agit

également de notre droit à la mémoire collective». «Nous continuerons ainsi que nos enfants et petits-enfants d'exiger cette reconnaissance», a-t-il martelé. Des anciens combattants et des historiens ont également mis l'accent sur cette revendication.

Les Algériens attendent une reconnaissance par la France de ses crimes de guerre et de ses crimes contre l'humanité durant la période coloniale, ont souligné des historiens et moudjahidine prenant part aux travaux. Pour eux, c'est une revendication qui s'impose au vu des préjudices causés par le colonisateur. La mobilisation de la classe politique dans son ensemble coïncide avec la volonté du gouvernement à rappeler la France à son devoir. Selon certaines sources, cette avalanche de déclarations sera suivie d'une déclaration du président de la République pour marquer l'événement du 1er Novembre.

[L'Expression](#)